

## BOUDIAF RECONNAÎT LA SITUATION CHAOTIQUE DU CHU DE CONSTANTINE :

## «J'ai été trahi»

**Rattrapé par la réalité du terrain, le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf, qui avait jusque-là multiplié les sorties médiatiques, louant les efforts des cadres de son secteur et l'amélioration «significative» des prestations et prises en charge des malades dans les établissements hospitaliers publics, a essuyé un cinglant démenti à travers les images ignominieuses d'un service censé donner la vie diffusées mardi dernier au journal de 20 heures de la Télévision algérienne. «J'ai été trahi», avouera-t-il.**

Sur fond de grande amertume, les propos tenus, hier, par le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, dans l'enceinte du CHU Ibn-Badis de Constantine, étaient aussi lourds de sens que menaçants, tant la déliquescence constatée au niveau de la maternité de cet hôpital empruntait un caractère inhumain à l'égard des malades. «Quand vous voyez la destruction volontaire de quatre échodoppler, l'acquisition d'équipements chèrement payés mais qui demeurent dans les cartons et quand vous avez 61 femmes de ménage pour ce seul service pour une hygiène à vous écœurer, je dis qu'il y a plus que de la malveillance et c'est pour toutes ces raisons que j'ai décidé de fermer provisoirement ce service qui ne fonctionne, d'ailleurs, qu'à 30% de ses capacités.» C'était l'une des premières décisions du ministre qui en promet d'autres : «Attendez-vous à d'autres mesures plus sévères dans les tout prochains jours, j'attends de réunir tous les éléments pour ne léser personne. Des décisions appropriées au niveau des graves dérives que nous avons constatées aujourd'hui, mais aussi sur la base des enquêtes que nous avons diligentées depuis plusieurs jours déjà.» Inédite pour une visite ministérielle à l'intérieur du pays, la couverture médiatique voulue y compris par l'entourage d'Abdelmalek Boudiaf, présageait, en effet, d'effets d'annonce aussi forts que le choc provoqué par les sinistres constats maintes fois relatés par les écrits de la presse.

Remonté et outré, il insistera sur l'urgence d'assainir la situation chaotique qui prévaut au niveau du CHU de Constantine. Une situation reconnue d'ailleurs par le premier responsable de cet établissement au lendemain même de la diffusion du reportage télévisé qui a provoqué les plus vives réactions des citoyens. «Je conçois que le volume des interventions soit très important dans ce CHU au regard d'un afflux considérable de parturientes, je conçois aussi que le service est affecté par les travaux qui s'y déroulent en ce moment, mais ce que je déplore avec force, c'est la gestion de ce même service qui s'apparente à une chasse gardée de certains chefs de service qui se comportent en tyran vis-à-vis de leurs col-

lègues. Ceci, à l'instar de l'impasse qu'ils font sur le volet formation qu'ils doivent assurer en principe. J'ajoute que je ne trouve pas d'explication à la non-utilisation des équipements existants pour l'ensemble des malades au même titre que le budget de 900 milliards de centimes alloué à cet établissement. D'autre part, je m'insurge contre les professeurs auxquels je voue un grand respect et qui ont malheureusement un pied à l'hôpital public et un autre dans les cliniques privées. Je ne peux cautionner cette façon d'agir et je n'accepterai jamais que l'hôpital se transforme en terrain de chasse de clients potentiels pour le privé.»

Concernant ce point précis, le ministre avertira le directeur de la santé sur la question des autorisations que ce dernier a délivrées à quelques professeurs pour qu'ils travaillent en toute légalité dans les cliniques privées, le ministre l'instruira en lui intimant l'ordre d'annuler carrément ces autorisations.

Par ailleurs, le wali de Constantine, Hocine Ouaddah, n'est pas resté de marbre devant cette situation déclarant à son tour : «En venant à Constantine, je n'ai jamais perdu de vue la situation de ce CHU où j'ai entrepris plusieurs visites inopinées et j'ai eu à constater toutes

ces défaillances, j'ai dû gérer de très près la situation des parturientes lorsqu'il y a eu l'incendie de l'hôpital d'El-Khroub et j'étais ahuri par le comportement de certains responsables de la maternité qui refusaient l'admission des parturientes. Un beau monde qui se croit au-dessus des lois de la République et que je compte, avec l'appui du ministre, combattre pour assainir ce secteur car le mal est profond et le malade otage des humeurs de certains praticiens, est évident.»

En somme, c'est une «déclaration de guerre» que l'on a décelée à travers cette visite du ministre qui entend aller très loin dans les mesures à prendre. Dépit, il dira : «Ils m'ont trahi, ils m'ont menti et ceci ne peut rester impuni, je vous promets que je ferai tout pour remettre de l'ordre, quoi qu'il m'en coûte.»

Sur un autre registre, le professeur Barkat, chef de service de la maternité du CHUC et non moins président du Conseil scientifique, dira pour sa part : «Tout cela est faux, c'est une cabale fomentée pour des considérations que je ne peux expliquer. Des personnes qui ne brillent que par leur incompetence et leurs multiples absences sont derrière cette mise en scène. Moi, je fais avec les moyens du bord, je suis omniprésent, je suis compétent et mes états de service le prouvent largement», et d'ajouter : «Les chiffres parlent d'eux-mêmes, rien que pour le premier semestre de l'année en cours, nous avons enregistré 4 520 naissances dont 2 126 par césarienne pour deux décès et avec les moyens dont nous disposons, je puis vous assurer que cela relève du miracle. Les accusations dont je fais l'objet ne sont que



Abdelmalek Boudiaf.

pure affabulation et les auteurs de cette cabale ne sont autres que des bras cassés, spécialistes en manipulation.»

De l'autre côté, les médecins résidents tiennent un autre discours contre le médecin-chef. Pour Lahmar Manar : «La situation est chaotique, nous essuyons à longueur de journée des insultes de la part du médecin-chef ; quant à la formation, elle est inexistante, l'accompagnement pédagogique aussi et c'est pour cela qu'exceptionnellement pour cette année, nous avons refusé de faire les examens. Dans la pratique, ce que nous faisons tient des prouesses quand on voit les conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles nous exerçons et les agressions que nous subissons à longueur d'année à l'instar d'un manque inadmissible de moyens matériels.» Et un autre maître-assistant dira : «Je suis le seul maître-assistant dans cette maternité, les autres ont plié bagage depuis belle lurette à cause du com-

portement du médecin-chef qui fait le vide autour de lui pour des raisons qui restent à déterminer, sauf que c'est le malade qui en pâtit.»

Par ailleurs, et concernant le professeur Rahal qui fait l'objet de poursuites judiciaires suite à une plainte déposée par le directeur général du CHU au motif qu'il refuse l'accès au service de chirurgie à trois autres professeurs, un fait repris par le ministre lui-même, le professeur dira : «C'est faux, les documents dont je dispose prouvent tout le contraire. Certes, je ne les ai pas inclus dans le programme de mon service à cause des absences répétées des réunions pour justement ce type de programmation et en mon âme et conscience je ne peux leur accorder ma confiance pour des actes chirurgicaux, car c'est un non-sens et tous les professionnels vous diront la même chose. Leurs esprits sont ailleurs. Dans les cliniques privées, en l'occurrence.»

N. Benouar

## IL PREND EN MAIN LES MINISTÈRES DE L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE

## Ferroukhi mise sur l'investissement privé

**L'investissement privé est «le moteur» du développement agricole et halieutique. Ce postulat, le nouveau ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche semble en faire sa ligne de conduite.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Certes, Sid-Ahmed Ferroukhi, qui a été nommé à la tête de ce méga-département ministériel dans le cadre du mini-remaniement opéré jeudi dernier et qui a pris hier ses fonctions, ne sera pas explicite.

Toutefois, il laissera entendre que l'implication des opérateurs privés est primordiale dans le contexte économique et financier actuel, à charge cependant d'un encadrement efficient.

De fait, le nouveau ministre de l'Agriculture et du Développement rural, un département



Sid-Ahmed Ferroukhi.

ministériel où il a déjà exercé la fonction de secrétaire général, et se prévalant de la dynamique engagée par le secteur de la pêche et des ressources halieutiques, entend booster le

développement de ces secteurs névralgiques et complémentaires mais aussi leur contribution au développement national.

A l'issue de la passation de consignes avec le désormais ex-ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelkader Kadi, désigné wali de Tipasa, et devant les cadres des deux secteurs, Sid-Ahmed Ferroukhi a donc estimé «opportun de mobiliser toutes les énergies sur le terrain», en vue de concrétiser les objectifs sectoriels mais aussi ceux inscrits dans le programme de l'exécutif.

Sans anticiper sur la teneur du programme qu'il compte mettre en œuvre, le nouveau ministre de l'Agriculture fera état d'«une main tendue» aux agriculteurs, éleveurs, usagers des forêts, pêcheurs et autres opérateurs économiques pour concrétiser ces objectifs.

C. B.

## GOUVERNEMENT

## Bakhti Belaïb prend ses fonctions à la tête du ministère du Commerce

**Le nouveau ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, a pris, samedi, ses nouvelles fonctions en succédant à Amara Benyounès, suite au remaniement ministériel partiel opéré, jeudi dernier, par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.**

Dans son intervention faite lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Belaïb s'est engagé à poursuivre la politique des réformes engagée par son prédécesseur pour renforcer l'organisation de ce secteur stratégique.

Il a précisé, cependant, que «nous pourrions changer de vision en fonction de l'évolution des données

de la conjoncture». Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué que selon son évaluation personnelle des dispositifs mis en place, jusque-là, par le ministère du Commerce notamment pour le volet du commerce extérieur, «les mesures déjà prises sont importantes et doivent être appuyées par d'autres».

Toute en confirmant que la liberté du commerce est un principe «irréversible», le nouveau ministre a, cependant, souligné la nécessité d'interdire l'entrée des produits non conformes à loi sur le marché national.

«C'est un travail important. Nous devons parer à toutes les opérations commerciales illégales qui permettent l'entrée de ces produits sur le marché national», a-t-il insisté.

Questionné par l'APS sur les dossiers qu'il juge prioritaires en tant que ministre du Commerce, M. Belaïb a considéré que l'acte commercial en Algérie doit devenir «un acte au ser-

vice de la promotion de la production nationale», notamment dans une conjoncture de baisse des recettes en devises suite à la chute des cours de pétrole.

«Pour cela, le commerce est utile mais nos commerçants développent encore des politiques qui assurent beaucoup plus la promotion des produits étrangers que des produits locaux», constate-t-il.

A ce propos, M. Belaïb souligne la nécessité d'améliorer les standards de la production nationale tout en facilitant l'investissement et en aidant l'acte de production à l'instar

des autres pays. «Je crois que le potentiel de l'Algérie dans ce domaine est important», a-t-il ajouté.

Né en 1953, M. Belaïb est diplômé en sciences commerciales de l'Institut national du commerce (INC).

Ayant déjà occupé le poste de ministre du Commerce entre 1996 et 1999, M. Belaïb avait conduit, en 1998, la délégation algérienne pour la première réunion du groupe de travail de l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

APS